

# Au cœur des défis de notre mutation

## Des propositions immédiates et de dépassement révolutionnaire

par Paul Boccard

**L**es défis de la mutation de toute notre société sont articulés aux défis de la mutation des forces de progrès et tout particulièrement à celle des communistes. Je voudrais traiter de cette dernière, en distinguant quatre ensembles de questions.

Notre capacité à faire des propositions profondément transformatrices, tout en partant des possibilités immédiates, au cœur de notre mutation en pratique

Un enjeu décisif de notre nécessaire mutation est sans doute d'ouvrir bien davantage notre activité aux aspirations concrètes des gens en dehors et dans le parti, et notamment de tous les salariés, à toute notre société telle qu'elle est. Mais cela, pour beaucoup mieux contribuer à la transformer réellement et participer à la créativité sociale, progressivement, dans une visée émancipatrice, révolutionnaire, qui soit à la hauteur des acquis de notre civilisation en crise, pour les dépasser, en tirant les leçons des expériences passées.

Notre participation à la majorité parlementaire et au gouvernement ne fait que concrétiser encore ces enjeux, au cœur desquels il y a notre capacité à faire des propositions constructives, en liaison avec les luttes sociales et à rassembler pour les faire aboutir graduellement.

Les luttes populaires concernent en effet d'abord des résistances à des solutions réactionnaires et oppressives, mais à de vrais problèmes que nous ne pouvons nier sans dommage. D'où le besoin de contre-proposer, avec un «non» d'autant plus radical qu'on propose autre chose de valable.

Exemple : vrai problème de besoin de coopération monétaire européenne très intime, solution réactionnaire et oppressive de la monnaie unique et de la restriction monétaire ; contre-proposition : nouveau type de crédit partagé par la

création monétaire en commun, en allant vers une monnaie commune articulée aux monnaies nationales.

Exemple : vrai problème de besoins de financement plus efficace de la Sécurité sociale, sur lequel je reviendrai.

Cependant, ce que l'expérience des six derniers mois nous a appris, à mon avis, c'est que cette créativité de contre-propositions liées aux luttes doit pouvoir se faire à deux niveaux, eux-mêmes en interaction.

Le premier niveau, ce sont les propositions cohérentes de dépassement de principe. Le deuxième niveau, lui-même démultiplié, ce sont des propositions immédiates limitées, allant en direction de ces propositions d'ensemble, à partir du débat concret du moment. Evidemment, ce faisant, au deuxième niveau, il y a des difficultés d'ajustement certaines et on peut déraiper, se faire tirer sur des positions régressives au lieu de tirer pour avancer avec d'autres.

Par exemple, pour la Sécurité sociale, extension des prélèvements des revenus financiers sur les ménages aux revenus financiers des entreprises, mais sans déraiper vers la fiscalisation avec une extension de la **contribution Sociale Généralisée**, avec au contraire la proposition aux côtés de la CSG (réduite aux prélèvements financiers sur les ménages) d'une **cotisation sociale patronale** additionnelle sur les revenus financiers des entreprises.

Par exemple, pour les emplois-jeunes nouveaux, être pleinement partie prenante de leur mise en place, mais sans les laisser déraiper vers une nouvelle précarisation et en cherchant au contraire à faire avancer leur pérennisation et l'importance de la formation, avec un autre financement (par exemple abaissant les charges financières des collectivités territoriales au lieu d'abaisser les charges salariales) en allant vers une Sécurité d'emploi et de formation pour tous les jeunes.

La profondeur des défis révolutionnaires de la crise systémique et le « puzzle » de nos grandes propositions de dépassement

La crise systémique en cours à l'échelle mondiale, avec l'exaspération de la domination des marchés financiers et du chômage perdurable, est vraiment d'une profondeur sans précédent. Elle commence à exiger des débuts de dépassement du capitalisme lui-même, dans une mixité institutionnelle radicale.

Elle renvoie à quatre débuts de véritables révolutions des conditions des opérations de la société, mais non de la société elle-même dans ses règles et structures dominantes.

Pour seulement les évoquer, car il faudrait les analyser, ce sont :

- la révolution informationnelle, au plan technologique, exigeant le partage des coûts des informations croissant rapidement à côté et à l'opposé des échanges des marchés ;

- la révolution écologique, exigeant la remise en cause des processus de transformation matérielle à partir de leurs effets sur le système terrestre ;

- la révolution de la géritude au plan démographique, d'allongement de la vie et de croissance rapide du nombre de personnes âgées, de réduction de la natalité, avec ses exigences informationnelles au niveau des vieux, des femmes, des jeunes, et de relations de régénération nouvelles ;

- la révolution monétaire, du décrochage de la monnaie par rapport à l'or, entraînant l'alternative entre l'exaspération de la domination des marchés financiers et du dollar, ou au contraire une maîtrise sociale de la création monétaire partagée pour le co-développement.

Face à ces défis révolutionnaires, se révèlent à la fois :

- les impasses des constructions étatiques se réclamant du socialisme, qui se sont effondrées en Europe de l'Est et

donc aussi de nos propres références à elles ;

- les impasses de la globalisation marchande et capitaliste financière déchaînée à l'échelle du monde entier ;

- les impasses des compromissions sociales-démocrates avec cette globalisation marchande et capitaliste financière.

D'où les défis de dépassements effectifs, dans une créativité viable, dont l'exemple serait nos propositions ouvertes de Sécurité d'emploi ou de formation pour toutes et tous. C'est-à-dire :

- pas la garantie étatique de type soviétique, avec tous ses gâchis et ses dérives régressives et oppressives ;

- pas l'illusion du simple retour au plein emploi de jadis, lui-même ne supprimant pas le chômage à la meilleure époque ni la sous-qualification massive ;

- mais un très nouveau type de plein emploi, avec la suppression du chômage, le remplacement de sa souplesse par la mise en formation. Ce qui ne veut pas dire du tout que tous les chômeurs actuels soient mis en formation, mais qu'il faut faire reculer massivement le sous-emploi avec des créations systématiques d'emplois grâce à une autre utilisation de l'argent, tout en gardant la souplesse de la mise en formation et des passages entre formation et emploi dans les deux sens, permettant d'éradiquer complètement le chômage.

Le puzzle, pour ainsi dire, de nos grandes propositions de dépassement comprendrait ainsi, pour nous limiter d'abord au plan économique :

- un système de Sécurité d'emploi et de formation pour toutes et tous ;

- de nouveaux critères d'efficacité sociale des gestions des entreprises, principalement pour les entreprises publiques ou mixtes, mais aussi pour les impulsions du crédit et de la fiscalité pour toutes ;

- une mixité à prédominance publique et sociale, où tendraient à prédominer ces nouveaux critères, dans une construction viable, conflictuelle, évolutive faisant reculer les critères de rentabilité, avec de nouveaux pouvoirs, en considérant les interférences entre propriété, gestion, pouvoirs et financement pour une véritable appropriation sociale des activités productrices ;

- une expansion du crédit à moyen et long terme avec des taux d'intérêt ou charges financières très abaissés pour les investissements, d'autant plus qu'il font plus d'emploi, à l'opposé de la baisse des charges salariales, avec de nouvelles mutualisations des financements, un Fonds national de développe-

ment et de coopération, l'appui sur un pôle public du crédit, etc. ;

- une monnaie commune européenne, articulée aux monnaies nationales, favorisant la création monétaire, pour ces transformations sociales et la promotion du modèle social européen, avec un Fonds Monétaire Européen lié aux différentes Banques Centrales ;

- une monnaie commune mondiale (à l'opposé de la domination du dollar) pour le co-développement, à partir des Droits de Tirages Spéciaux d'un FMI complètement refondu, et aussi des prélèvements s'opposant à la domination des marchés financiers (Taxe Tobin, ou encore emprunt obligatoire sur les grands fonds d'investissement, etc.).

Evidemment, tout cela renvoie au développement décisif et articulé de nos propositions au plan non économique, en particulier aux pouvoirs d'intervention nouveaux des travailleurs et des populations. Cependant, il y a urgence à faire des contre-propositions économiques immédiates, quand on voit d'un côté, la gravité des débordements financiers contre l'emploi et la croissance réelle (qui a commencé à éclater à partir du krach financier d'Asie) et, de l'autre, comment la construction monétaire européenne actuelle pour la monnaie unique renforce les pressions déflationnistes contre l'emploi et les dépenses sociales, en s'opposant à des mesures européennes substantielles pour l'emploi et la formation, et en rendant velleitaires les recommandations nouvelles en ce sens.

L'organisation d'actions et luttes pour commencer des transformations de dépassement dans la pratique à tous les niveaux

Faire avancer dans la pratique de grandes propositions transformatrices, ouvertes au débat et à la créativité sociale, suppose des luttes de terrain diversifiées, décentralisées et convergentes, sans lesquelles des transformations radicales ne seraient pas possibles.

En ce qui concerne le travail de nos élus, il devrait pouvoir se déployer, en relais réciproque avec ces luttes, avec une hardiesse nouvelle, sans se limiter aux débats engagés par les autres forces et à leurs initiatives. Cela suppose de véritables changements culturels : par exemple pour nos élus au plan économique ne pas se cantonner pour l'essentiel aux lois budgétaires, mais faire des propositions au niveau de l'organisation du crédit et des banques qui dépend

aussi des dispositions votées par les Assemblées.

A propos des luttes de terrain, nous essayons d'organiser des rassemblements et des débats pour des actions d'un type nouveau. On peut en mentionner trois ensembles d'une importance particulière, mais non exclusifs d'autres.

□ **En ce qui concerne les espaces-citoyens** qui peuvent couvrir de nombreuses questions, il s'agit d'espaces de débats rassembleurs mais sur des propositions pour l'action. Il y aurait une interface entre les propositions d'objectifs concernant toute la vie sociale et les moyens les concernant, moyens politiques et juridiques ou moyens économiques et financiers, sur lesquels il faut avancer, en liaison avec les expériences des luttes.

□ **En ce qui concerne les interventions sur l'utilisation de l'argent** sur le terrain, une Commission de travail a été créée auprès du Comité National, avec des représentants de certaines Fédérations.

Le groupe a commencé à travailler avec elles sur un certain nombre de cas d'entreprises. On s'efforce de mettre en cause notamment les relations de ces entreprises avec les banques et les institutions financières au plan départemental ou régional. Par exemple, en Moselle, on essaye de s'appuyer sur les statistiques de la Banque de France révélant le déséquilibre entre les dépôts dans les banques au plan départemental et les crédits accordés par elles pour la croissance réelle et l'emploi. Dans l'Aude, des actions ont été menées en direction des Caisses d'Épargne et du Crédit Agricole pour qu'ils s'engagent sur des crédits et montages financiers en faveur du maintien et de la création d'emplois.

Nous proposons d'envisager une initiative, là où c'est possible, en liaison avec les élections régionales: organiser une rencontre régionale entre responsables des banques et institutions financières, dirigeants d'entreprises, organisations syndicales, associations de chômeurs, élus locaux et candidats notamment au Conseil Régional, pour poser la question de l'intervention des banques et institutions pour d'autres montages financiers dans la Région pour l'emploi. En particulier, des fonds publics, y compris des fonds régionaux, pourraient être utilisés pour bonifier les taux d'intérêt, c'est-à-dire aider à abaisser leurs charges financières (jusqu'à des taux d'intérêt négatifs ou subventions) et à fournir des garanties pour les crédits aux investissements réels, d'autant plus

qu'ils programment de l'emploi efficace.

Il y a enfin les autres portes d'entrée sur l'utilisation de l'argent :

- contrôle de l'utilisation des fonds publics prétendument en faveur de l'emploi, à partir des CODEF et des COREF ;

- emplois-jeunes nouveaux et abaissement des charges financières, notamment des collectivités territoriales ;

- réduction du temps de travail utilisée effectivement pour la création d'emplois et question décisive des incitations publiques pour cela, par l'abaissement des charges financières du crédit, et non des charges salariales ou des charges sociales ;

- crédit à taux abaissés pour contribuer aux reclassements effectifs des plans sociaux en cas de licenciements ;

- crédit à long terme de financement des entreprises publiques et mixtes, opposées aux tentations du marché financier ;

- crédits au plan européen.

□ **En ce qui concerne les interventions pour infléchir la construction européenne**, au plan économique, cela concernerait tout particulièrement les exigences de contributions à des crédits nouveaux pour l'emploi et la formation, en liaison avec les efforts de montages financiers nouveaux en France sur le terrain.

En effet, d'une part, les critères de Maastricht et les pressions sur la Bundesbank ne concernent pas seulement les restrictions de la politique budgétaire mais aussi les restrictions de la création monétaire et les taux d'intérêt. D'ailleurs, la monnaie unique, alignée par la fusion sur la monnaie la plus « forte », au taux de change tendant à être le plus élevé, le deutschemark, vise à favoriser ainsi les placements et attractions de capitaux financiers contre l'emploi. Au contraire, le but déterminant de notre proposition de monnaie commune, articulée aux monnaies nationales, c'est la création monétaire et le crédit à bon marché (à l'opposé des exigences de rendement des marchés financiers) en coopération, pour favoriser les demandes réciproques, l'emploi et la croissance réelle. Cette monnaie commune serait créée en commun avec une base de capacité de production, mobilisée par le crédit, qui serait plus vaste et donc peu inflationniste. Elle serait attribuée à une Banque Centrale, par exemple la Banque de France pour qu'elle tire du deutschemark à la Bundesbank, mais pour favoriser des crédits à bas taux pour acheter davantage de moyens d'investissement à l'Allemagne, dans l'intérêt de l'emploi

des deux côtés. Ces crédits des banques commerciales auraient des taux très bas, car en partie refinancés par les Banques Centrales avec la monnaie créée.

Cependant, sans attendre l'institution d'une monnaie commune et dans les conditions actuelles de marche à la monnaie unique, on peut déjà agir dans ce sens, à partir des luttes de terrain sans préalable idéologique, pour d'autres financements des entreprises pour l'emploi. En liaison avec d'autres montages financiers en France, on peut réclamer des crédits plus étendus et à plus bas taux de la Banque Européenne d'Investissement. Déjà le Sommet d'Amsterdam a proposé qu'elle développe ses crédits pour l'emploi. Et il a reconnu le besoin de bas taux d'intérêt, en disant qu'elle peut utiliser, pour cela, ses bénéfices et non seulement les ressources que la B.E.I. prélève normalement sur le marché financier, qui sont coûteuses, mais qui resteraient prédominantes. Toutefois, ces bénéfices restent limités. D'où la possibilité d'exigences de crédit à bas taux plus amples pour déborder les limites actuelles de la B.E.I., en demandant que les Banques Centrales refinancent par la création monétaire une partie de ses prêts, en vue des achats réciproques en faveur de l'emploi en Europe.

Rassemblements sociaux nouveaux, valeurs éthiques et enjeux d'actions de la confrontation d'idées sur des propositions rassembleuses

J'ai parlé surtout de questions économiques. Mais ce n'est que la moitié, pour ainsi dire, des questions. Bien plus, les questions non économiques, politiques, idéologiques, morales, etc., peuvent les conditionner de façon décisive (tout en étant conditionnées à leur tour). J'en dis juste quelques mots.

□ **En s'efforçant de faire avancer dans la pratique de nouveaux pouvoirs de contrôle et de propositions, décentralisés et concertés**, on va dans le sens de la création de mixités institutionnelles radicales, avec des éléments de dépassement des institutions classiques. Il s'agirait d'une mixité entre délégation représentative (elle-même ressource) et interventions directes de tous les acteurs concernés sur le terrain, avec notamment le rôle des associations aux côtés des partis, des réseaux d'informations nouvelles, etc.

□ **L'avancée de nouvelles valeurs éthiques est cruciale**. Cette avancée rencontre les valeurs communistes de partage. Cependant, avec notre muta-

tion, il ne s'agirait pas d'un partage fusionnel, archaïque, autoritaire, étatique, voire totalitaire, mais d'un partage des ressources et aussi des informations et des pouvoirs, jusqu'à chacun, eux-mêmes concertés.

Au-delà de l'efficacité économique, cela concerne la participation de chacun à l'élaboration de son style de vie, de la félicité de la vie avec les autres. Dans une éthique d'intercréativité, il ne convient pas de prétendre faire le bonheur des gens à leur place (de façon charitable, paternaliste ou autoritaire) mais d'organiser avec eux les conditions pour qu'ils contribuent à créer eux-mêmes leur vie plus heureuse, toutes et tous, sans exclusion et donc dans une solidarité ouverte.

□ **Rapprochements de tous les salariés effectifs ou potentiels et nouveaux rassemblements**. Ce qu'a montré le grand mouvement de 1995 et ses prolongements, c'est la tendance au rapprochement de tous les types de travailleurs, en contradiction avec l'opposition à partir des couches moyennes ou encore des plus diplômés ou même des catégories de travailleurs dites privilégiées, et à la différence de simples alliances traditionnelles.

Il faut aussi considérer les croisements de ces rapprochements économico-sociaux avec les rapprochements générationnels avec les jeunes, les personnes âgées, les femmes, contre les oppositions traditionnelles ravivées par la crise, laquelle pousse aussi aux convergences.

Et contre le capital proprement financier supra-national, ces rapprochements peuvent s'étendre aux alliances avec tous ceux qui sont pour la croissance réelle (y compris des chefs d'entreprises) et pour le progrès des capacités humaines.

□ **La confrontation d'idées pluralistes, dans l'ouverture aux autres, pour l'action commune transformatrice**. Une question tout à fait décisive et que nous ne maîtrisons pas bien encore consiste dans notre capacité à lier l'ouverture aux autres et l'écoute de ce qu'ils pensent vraiment à la confrontation, en faisant progresser notre contribution originale et non pour nous dissoudre et suivre les idées dominantes, mais pour rassembler pour le progrès social.

Cela renvoie à de grands efforts, de notre côté, de réflexion et de travaux ou d'initiatives pour des actions communes et des expérimentations nouvelles afin de dépasser les résistances des intérêts établis dominants. ■